



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



L'AFD ET les droits et la santé sexuels et reproductifs



© Khalifa Hussein

86 projets

financés par l'AFD
entre 2016 et 2020

199,4 M€

octroyés par l'AFD à des
activités directement en lien
avec les droits et la santé
sexuels et reproductifs
entre 2016 et 2020

dont **53 M€**

octroyés aux organisations
de la société civile françaises
et à leurs partenaires locaux
via le dispositif
« Initiatives OSC »

Déclinant la stratégie française, l'AFD a fait de l'approche fondée sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive l'un des axes clés de son action en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. L'AFD finance des projets et des acteurs qui agissent pour améliorer l'accès des femmes et des jeunes filles à des services de santé sexuelle et reproductive complets et de qualité. Ces projets visent à promouvoir l'autonomisation des femmes.

Améliorer l'accès à la santé sexuelle et reproductive en garantissant les droits

1

Nos axes d'intervention

Historiquement engagée sur la santé sexuelle et reproductive dans le continuum de soins mère-enfant, l'AFD a progressivement élargi son champ d'intervention pour intégrer les enjeux des droits et la lutte contre les inégalités de genre, en lien avec le positionnement de plus en plus fort de la France sur ces enjeux. L'AFD structure son action autour de trois thématiques clés :

- **Garantir une offre de services de santé sexuelle et reproductive complète et de qualité, adaptée aux adolescents et adolescentes.**

Il s'agit de proposer des soins de santé sexuelle et reproductive intégrés qui permettent la pleine prise en charge des spécificités de sexe, d'âge et de vulnérabilité, sans exclure personne.

- **Promouvoir la demande et accompagner le changement de normes et de comportements.**

Appuyer les femmes dans leurs connaissances, leur pouvoir de décision, leurs capacités économiques est essentiel pour favoriser la demande. Agir sur les normes de genre, particulièrement en ciblant les hommes et la communauté, contribue à créer un environnement favorable.

- **Lutter contre les violences basées sur le genre et améliorer leur prise en charge.**

La prise en compte de ces violences doit comprendre la prévention, la détection et leur prise en charge globale (médicale, psychologique, juridique et sociale). Elle doit s'accompagner d'un plaidoyer pour lutter contre ces violences et d'actions de sensibilisation pour un changement de comportement.

2

Nos modalités d'intervention

- Accompagner les États dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques nationales ;
- Soutenir les organisations de la société civile, notamment grâce au dispositif « Initiatives OSC », et contribuer au renforcement de leurs capacités ;
- Promouvoir des approches régionales en appuyant des organisations interétatiques.

ZOOM sur

L'approche fondée sur les droits humains

Le plan d'action Droits humains et développement de la France de 2020 souligne l'interdépendance entre la réalisation des droits humains et le développement durable pour guider les interventions de développement. L'approche fondée sur les droits humains rend les bénéficiaires des projets acteurs et actrices de leur développement et nécessite un dialogue avec les partenaires, pour intégrer cette dimension dans les projets.

Le dialogue partenarial

L'approche partenariale constitue une modalité clé pour l'AFD qui collabore avec :

- des organisations régionales comme le Partenariat de Ouagadougou et l'Organisation ouest-africaine de la santé ;
- des partenaires financiers comme la Fondation Gates, la Banque mondiale ;
- la société civile française et étrangère ;
- des instituts de recherche.

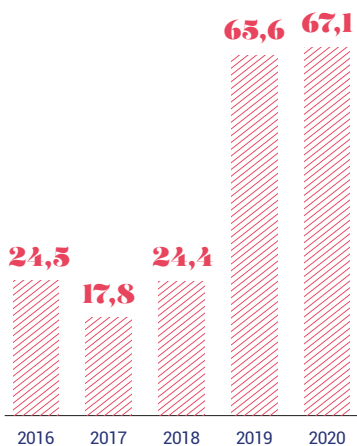
La production de connaissances

Accompagner les interventions par de la recherche-action permet de comprendre les déterminants sociaux, politiques ou économiques sur lesquels il est nécessaire d'agir pour faire évoluer les normes sociales et patriarcales. L'AFD a notamment financé :

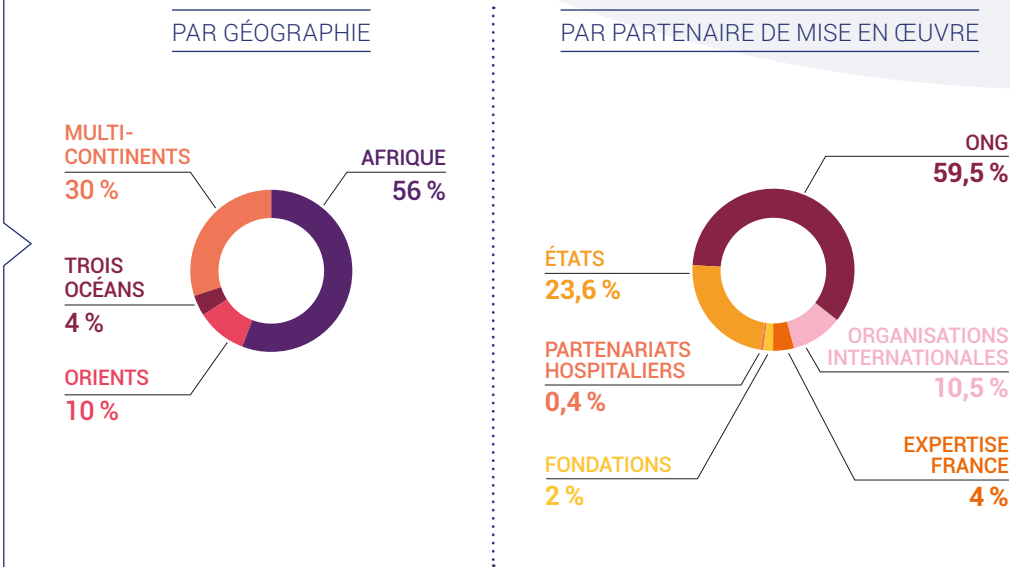
- une étude sur les dynamiques et normes sociales liées aux mutilations génitales féminines au Tchad ;
- une étude sur l'éducation à la santé sexuelle dans le secondaire au Bénin ;
- une étude socio-anthropologique sur les facteurs influençant l'accès à la prévention et aux soins du cancer du col de l'utérus au Burkina Faso.

Nos chiffres clés dans le secteur des droits et de la santé sexuels et reproductifs

Évolution des engagements
(en millions d'euros)



Répartition des engagements
(2016-2020)



49

organisations de la société civile française et leurs partenaires locaux soutenus *via* le dispositif «Initiatives OSC» sur les enjeux de droits et santé sexuels et reproductifs

18

projets de plaidoyer en faveur des droits à la santé sexuelle et reproductive financés par l'AFD entre 2016 et 2020

ZOOM sur trois projets en 2020



1 640 000
visionnages

de la saison 2 de la série *C'est la Vie!* en langues locales sur internet



329
femmes

ont bénéficié d'une prise en charge clinique et psychosociale pour des cas de violences basées sur le genre dans deux régions du Tchad



4144
femmes

âgées de 25 à 55 ans dépistées du cancer du col de l'utérus au Burkina Faso (dont 20% positives)

Tchad

ProGeSan : lutte contre les violences basées sur le genre et accès aux services de santé



© Andres Brenner

Le projet Protection, Genre et Santé (ProGeSan) vise à améliorer l'autonomisation sociale des femmes par un meilleur accès aux services de santé sexuelle, reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents et de planification familiale, et par la prévention et la prise en charge sanitaire et psycho-sociale des violences basées sur le genre (VBG). Le projet vise également à mieux cerner les déterminants locaux dans l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et les VBG via des travaux de recherche opérationnelle.

CONTEXTE

Le Tchad compte l'une des mortalités maternelle et infantile la plus élevées du monde. Ceci s'explique notamment par une faible utilisation des services de santé sexuelle et reproductive. Les mariages précoces (69,1 % avant l'âge de 18 ans), associés à des grossesses précoces et nombreuses, augmentent considérablement les risques de décès maternels.

L'organisation sociale traditionnelle à prédominance patriarcale et gérontocratique relègue les femmes à une place secondaire et les rend victimes de discriminations et d'injustices. On constate ainsi un réel manque d'autonomie décisionnelle, financière et sexuelle.

Le projet ProGeSan est mis en œuvre dans deux régions, Guéra et Wadi-Fira, culturellement différentes mais similaires quant à la vulnérabilité des ménages, le faible accès aux services de base et la forte prévalence des VBG.

DESCRIPTIF

Le projet a pour but de :

- promouvoir les droits et la santé sexuels et reproductifs et la prévention des VBG par une approche communautaire ;
- améliorer l'accès à des soins de qualité, la prévention et la prise en charge des cas de VBG ;
- améliorer la connaissance sur les freins et déterminants culturels et socio-anthropologiques dans l'utilisation des services de santé sexuelle et reproductive et les VBG au Tchad.

IMPACTS

- 342 000 personnes dont 150 000 réfugiés ont un accès amélioré aux soins.
- 20 centres de santé ont des services de maternité réhabilités, du personnel renforcé et des salles d'écoute pour l'accueil et la prise en charge des victimes.

TCHAD

Pays



2020

Date de début du projet



Santé

Secteur



Guéra et Wadi Fira

Localisation

3 ans

Durée du financement



Subvention

Outil de financement



5 millions d'euros

Montant du financement

International Rescue Committee,
Association tchadienne pour
le bien-être familial, Université
de Columbia

Bénéficiaires

État tchadien

Partenaire

Afrique de l'Ouest et du Centre

« C'est la vie », sitcom
d'éducation à la santé
par le divertissement



À travers l'histoire d'un centre de santé fictif d'une ville qui pourrait être n'importe où en Afrique de l'Ouest, cette sitcom aborde des thèmes allant de la santé sexuelle et reproductive aux violences faites aux femmes pour outiller les populations cibles dans leurs choix et promouvoir des pratiques responsables.

CONTEXTE

Les transitions démographiques constituent aujourd'hui l'un des défis les plus importants auxquels sera confrontée l'Afrique ces prochaines décennies. Il est possible d'accompagner ces transitions démographiques en combinant des interventions en santé (counseling, approvisionnement en produits de contraception), en protection sociale (accessibilité financière aux soins), mais aussi en éducation. Des stratégies d'éducation par le divertissement ont ainsi été mises en oeuvre depuis la fin des années 70.

DESRIPTIF

L'ONG RAES, Réseau africain pour l'éducation et la santé, a initié en 2011 la création d'un sitcom panafricain appelé C'est la vie !, qui dépeint avec réalisme et humour la vie quotidienne de personnages hauts en couleurs d'un centre de santé en abordant tour à tour les défis politiques, socio-économiques et sanitaires qu'ils traversent. Les deux saisons de 26 et 36 épisodes de C'est la vie !, diffusées à une échelle continentale en Afrique depuis 2015, visent ainsi à éclairer les téléspectateurs en les informant et les responsabilisant, ouvrant ainsi la voie à une réflexion personnelle, au dialogue communautaire et au changement social par le biais du divertissement.

L'AFD et la Fondation Bill et Melinda Gates financent la production des saisons 3 et 4 ainsi que les activités permettant d'atteindre les populations les plus vulnérables ou éloignées des grands médias. Le projet s'appuie pour cela sur des activités d'animation communautaires, des traductions en langues locales ainsi que des adaptations radiophoniques. Les sujets abordés sont les enjeux démographiques, les questions de sexualité à l'école, la promotion du changement de comportement en matière de fertilité et de reproduction. Un comité technique appuie le projet composé de quatre agences des Nations unies : FNUAP, OMS, UNICEF et ONU Femmes.

IMPACTS

- 25 OSC locales impliquées dans neuf pays avec le Ratanga Club.
- 80 000 écoutes en moyenne par épisode soit 4 millions d'épisodes écoutés au Mali en trois semaines.
- 92 % des enquêtés ayant suivi le feuilleton radiophonique C'est la vie affirment avoir reçu des nouvelles informations sur les méthodes contraceptives.

**SÉNÉGAL, NIGER, BUR KINA FASO,
CÔTE D'IVOIRE**

Pays

Mai 2018

Date de début du projet



**Santé et industries culturelles
et créatives**

Secteurs



**Sénégal, Niger, Burkina Faso,
Côte d'Ivoire**

Localisation



3 ans

Durée du financement

Subvention

Outil de financement



6 millions d'euros

Montant du financement



**L'ONG Réseau africain pour
l'éducation et la santé (RAES),
les ONG du Ratanga Club**

Bénéficiaires

Fondation Bill et Melinda Gates

Partenaires

Multi-pays

Réduire
la morbi-mortalité
liée aux grossesses
non désirées



Ce projet mis en œuvre par Médecins du Monde (MdM) a eu pour objectif le renforcement de l'offre de soins et de la capacité des femmes au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en RDC, à Madagascar et à Haïti. Il a permis de rendre l'ONG plus visible sur la scène internationale pour plaider en faveur d'un accès effectif aux droits sexuels et reproductifs.

DESRIPTIF

Dans les pays d'intervention, le projet a contribué au renforcement de l'offre de soins, de prévention et de prise en charge des grossesses non désirées et au renforcement des capacités des titulaires de droits. Il a amélioré la documentation et l'évaluation des modalités d'intervention et des spécificités de l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents.

Des activités transversales ont été mises en œuvre : développement de l'expertise de MdM sur l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents ; capitalisation des approches favorisant un accès effectif et de qualité à la contraception, à l'avortement sûr et aux soins post-avortement ; plaidoyer pour le respect, la protection et la réalisation des droits sexuels et reproductifs des jeunes et adolescents.

ONG

Association indépendante, Médecins du Monde agit au-delà du soin : l'ONG dénonce les atteintes à la dignité et aux droits humains et se bat pour améliorer la situation des populations.

PARTENAIRES

Le programme a concerné cinq pays d'interventions et des activités transversales, et les partenaires ont été nombreux et divers :

- partenaires nationaux institutionnels et de la société civile sur chaque pays/mission ;
- partenaires transversaux : Pathfinder International, International Planned Parenthood Federation, International Pregnancy, Mouvement français du planning familial et Equilibres & Populations.

IMPACTS

- Contribution à la réduction de la morbi-mortalité associée aux grossesses non désirées, en particulier chez les jeunes adolescents.
- Amélioration de la prévention et la prise en charge des grossesses non désirées selon une approche par les droits, en particulier auprès des jeunes et adolescents dans la zone d'intervention.
- Renforcement de l'expertise de MdM et de ses partenaires et soutien de la mobilisation régionale et internationale pour le respect des engagements en faveur des droits sexuels et reproductifs, notamment à l'endroit des jeunes et des adolescents.

**BURKINA FASO, CÔTE D'IVOIRE,
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO, MADAGASCAR, HAÏTI**
Pays



Mai 2017

Date de début du projet



Santé

Secteur

2 ans

Durée du projet



**Subvention - Dispositif
Initiatives-OSC**

Outils de financement



5 millions d'euros

Montant total du projet

Médecins du Monde

Bénéficiaire

Centrafrique

Un centre de prise
en charge des victimes
de violences sexuelles



© Pierre Terdjman

L'AFD soutient l'initiative Minka RCA dont l'objectif est d'atténuer et réparer les traumatismes générés par les crises successives affectant les populations les plus fragiles.

CONTEXTE

En 2013, la République centrafricaine (RCA) s'est enfoncée dans une crise profonde qui a abouti à la prise du pouvoir par une coalition de factions armées. En décembre 2013, la France et l'Union africaine sont intervenues pour faire cesser les combats et protéger les populations civiles. Depuis avril 2014, une mission de maintien de la paix a été déployée sur l'ensemble du pays.

Déjà importantes avant la crise, les violences sexuelles sont utilisées dans le cadre du conflit comme un instrument visant à terroriser et punir les populations civiles.

Le nombre de victimes ne cesse de croître quand bien même une grande partie ne sont pas recensées faute de structures et de services adaptés. Selon les rapports d'incidents sur les civils (Nations unies), l'impunité entourant ces crimes et la déliquescence des structures sociales (famille, communauté, etc.) risquent d'accroître encore la fréquence et la gravité des violences dans les années à venir.

OBJECTIFS

Prendre en charge de manière holistique les victimes de violences sexuelles et de violences basées sur le genre à Bangui autour de quatre piliers s'inspirant du modèle de « guichet unique » développé par l'hôpital Panzi (dirigé par le Dr Mukwege, à Bukavu en République démocratique du Congo) :

- Prise en charge médicale : créer un système de référencement des victimes, renforcer le plateau technique et les compétences du personnel du service de gynécologie obstétrique et de la maternité ;
- Prise en charge psychosociale : renforcer les capacités de l'unité de soins psychiatriques et réaliser des campagnes de sensibilisation grand public ;
- Accompagnement juridique : renforcer les compétences et les capacités d'accueil de l'association des femmes juristes, créer un système informatisé sécurisé des dossiers et accompagner les victimes dans les procédures ;
- Réinsertion sociale : renforcer les compétences et les capacités d'appui aux victimes (formation aux activités génératrices de revenus).

IMPACTS

- 3 240 victimes prises en charge sur 3 ans.
- Garantir un accès gratuit de qualité aux services.
- Lutter contre l'impunité et contribuer à réduire les violences.
- Protéger les victimes des discriminations et des intimidations des auteurs.
- Permettre la réinsertion sociale et économique des victimes.

CENTRAFRIQUE

Pays



2019

Date de début du projet



Santé

Secteur



Bangui

Localisation



Subvention - Fonds Paix
et résilience Minka

Outils de financement



3 millions d'euros

Montant du financement

Fondation Pierre Fabre

Bénéficiaire

Fondation du Docteur Mukwege

Fondation Panzi

Institut francophone pour la justice
et la démocratie

Partenaires

Hôpital de l'Amitié - Association
des femmes juristes

Acteurs locaux

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



© Pierre Borghi/AFD

Juin 2021



Certifié PEFC / Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. / pefc-france.org

AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT
5, rue Roland Barthes
75012 Paris – France

afd.fr
[facebook.com/AFDOfficiel](https://www.facebook.com/AFDOfficiel)
twitter.com/AFD_France
#MondeEnCommun

Exécution Planet 7